

Le projet de sanctuaire pour les mammifères marins dans les Antilles Françaises en 2007

(soumis par la France)

Lors de la session plénière de la Commission baleinière internationale à Saint-Christophe et Niévès en juin 2006, la France a présenté son **projet de sanctuaire pour les mammifères marins dans les Antilles françaises**. Comme elle l'a souligné à cette occasion, ce projet est à ce stade **uniquement national** puisque son champ d'application territorial ne concerne que les zones économiques exclusives françaises.

Toutefois, dans la perspective d'une extension du sanctuaire aux pays voisins intéressés par cette initiative, **il apparaît utile d'informer régulièrement les pays de la région**, ainsi que ceux qui y sont présents par leurs territoires d'outre-mer, de l'état d'avancement du projet français. D'autre part, la France ne verrait que des avantages à ce que les pays intéressés puissent mener des initiatives similaires dans leurs eaux sous juridiction nationale. Au-delà de l'intérêt immédiat en matière de protection des mammifères marins présents dans ces zones, ces initiatives permettraient une harmonisation et une convergence des actions. A cet égard, l'adoption de la décision X (en annexe) de la conférence des parties à la Convention de Carthage pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes constitue la première reconnaissance internationale de l'initiative française.

Après une réunion d'un groupe de réflexion le 2 juin 2006 à la Préfecture de Guadeloupe, le **comité de pilotage** (dont la composition figure en annexe) **s'est réuni pour la première fois le 14 février 2007 en Martinique**. L'objet de cette réunion était de **définir l'organisation et le calendrier de travail ainsi que les thèmes prioritaires du projet de sanctuaire** dans cette phase initiale.

I. Organisation et méthode de travail

Les deux DIREN¹ de Martinique et de Guadeloupe, qui sont conjointement chargées de ce projet, pilotent **les groupes de travail qui ont été formés en fonction des thématiques prioritaires** (voir partie II), tout en associant largement les autres partenaires intéressés. La démarche est en effet fondée sur **la concertation entre les différents acteurs de la mer**, à l'instar du sanctuaire Pelagos en Méditerranée qui a démontré l'importance de cet aspect. Le pilote de chaque groupe de travail rendra compte aux membres du comité de pilotage de l'avancée des travaux (soit lors des réunions plénières du comité de pilotage, soit via une liste de diffusion électronique).

Par ailleurs, la **consultation interministérielle**, par l'intermédiaire des représentants locaux de l'Etat, est essentielle à la réalisation de ce projet, notamment dans la perspective de l'élaboration d'un outil juridique qui devra à terme recueillir l'approbation de tous les ministères concernés (Ministères en charge de l'environnement, de la pêche, du transport maritime, de la défense, de l'industrie, du tourisme).

Enfin, le CAR/SPAW² (centre d'activité régional chargé de la protection des espèces et aires spécialement protégées) pourrait apporter son soutien aux groupes de travail et jouer un rôle de facilitateur grâce à son réseau de partenaires institutionnels et scientifiques caribéens, en liaison avec l'unité de coordination régionale de la Convention de Carthage, basée en Jamaïque. Le projet de sanctuaire s'inscrit en effet dans le cadre du protocole SPAW et du Plan d'action pour les mammifères marins, qui est actuellement en cours d'élaboration.

II. Définition des thèmes prioritaires et des groupes de travail

Dans cette phase initiale, des groupes de travail ont été créés sur les thèmes suivants :

1. Etat des lieux des connaissances scientifiques

Un **bilan de l'état actuel des connaissances** est en cours de réalisation par l'association Evasion Tropicale en ce qui concerne la Guadeloupe et par l'association la SEPANMAR en Martinique. Ces deux associations, encadrées par les DIREN de Martinique et de Guadeloupe, réalisent depuis plusieurs années des suivis scientifiques des cétacés des Antilles françaises avec l'appui de financements européens et du gouvernement

¹ Les Directions régionales de l'environnement dépendent du Ministère de l'Ecologie et du Développement durable.

² Le CAR/SPAW est une composante de la Convention de Carthage sur la protection et la valorisation du milieu marin dans la région Caraïbe à laquelle la France est partie. Il est hébergé par la France en Guadeloupe.

français. Ces associations et les DIREN s'accordent sur l'intérêt de **définir un protocole commun** propre au sanctuaire permettant de recueillir des données utiles aux inventaires scientifiques.

➤ Pilote : DIREN Martinique.

2. Support juridique du sanctuaire

Une étude permettant de **déterminer l'outil juridique le plus approprié** afin de réglementer le sanctuaire dans les eaux sous juridiction nationale devrait être commandée sous peu.

➤ Pilote : DIREN Guadeloupe.

3. Communication sur la mise en place du sanctuaire et la problématique des cétacés

Le comité de pilotage du 14 février 2007 a insisté sur l'importance de la communication :

- **vers les socio-professionnels de la mer**, et en particulier les pêcheurs qu'il convient d'associer pleinement à la démarche. Il a été toutefois précisé que la création du sanctuaire n'affecterait pas de façon sensible les réglementations existantes en matière de pêche ;

- mais également **vers les jeunes**, et d'une façon plus générale **l'opinion publique**, en Guadeloupe comme en Martinique. Madeleine de Grandmaison (Conseil régional de Martinique) a proposé l'idée d'expositions sur le thème de la mer à l'image de l'exposition « Planète Mers » qui s'est tenue récemment au Sénat à Paris.

➤ Pilote : DIREN Martinique.

Comme l'a souligné l'association Evasion tropicale, **l'observation touristique des cétacés** doit être sérieusement réglementée pour ne pas nuire aux espèces observées. Une charte a été signée en Guadeloupe sur les protocoles d'observation touristique en 2002. D'autres associations (dont Eastern Caribbean Coalition for Environmental Awareness) préparent une plaquette sur ce sujet dans la perspective de la réunion de la Commission baleinière internationale à Anchorage en mai 2007.

* * *

Une nouvelle réunion du comité de pilotage aura lieu d'ici à la fin de l'année 2007, au cours de laquelle le travail effectué par ces groupes sera présenté.

NATIONS
UNIES

EP



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distribution : LIMITÉE

UNEP(DEPI)/CAR IG.26/4
19 Décembre 2006

Original: ANGLAIS

Douzième Réunion intergouvernementale du Plan d'action du Programme pour l'environnement des Caraïbes et neuvième Réunion des Parties contractantes à la Convention pour la protection et la mise en valeur du milieu marin dans la région des Caraïbes

Montego Bay, Jamaïque, 29 novembre au 2 décembre 2006

DÉCISION X

Ayant à l'esprit le « Projet de sanctuaire pour les mammifères marins dans les Antilles françaises » [UNEP(DEPI)/CAR IG.26/CRP.2 » présenté par le gouvernement français,

Décident de ce qui suit :

1. **Prendre note** de l'initiative du gouvernement français concernant la création d'un sanctuaire national dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy en vue de la protection des mammifères marins dans leur zone économique exclusive ;
2. **Inviter** d'autres gouvernements à envisager des actions appropriées à l'échelon national en accord avec les objectifs de la Convention de Cartagena et de son Protocole SPAW.

Comité de pilotage en vue de la création d'un sanctuaire pour les mammifères marins dans les Antilles Françaises

Martinique :

Préfecture
DIREN : Direction régionale de l'Environnement
DRAM : Direction régionale des Affaires maritimes
COMAR : Commandement de la Marine et de l'aéronautique navale

Conseil Régional (Président)
Conseil Général (Président)
Parc Naturel Régional (Présidente)

Comité Régional des Pêches et des Elevages Marins de la Martinique (Président)
Comité Martiniquais du Tourisme (Président)

Association ECCEA (Président)
Association SEPANMAR (Président)

Guadeloupe :

Préfecture
DIREN : Direction régionale de l'Environnement
DRAM : Direction régionale des Affaires maritimes

Parc National de Guadeloupe (Président)

Conseil Régional (Président)
Conseil Général (Président)

Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de Guadeloupe (Président)
Comité du Tourisme des îles de Guadeloupe (Président)

Association Evasion Tropicale (Président)

Autres membres :

Office national de la chasse et de la faune sauvage (Délégation Régionale)
Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable
Ministère des Affaires Etrangères
Ambassade de France à Sainte-Lucie
Ministère de l'Outre-Mer
Agence des aires marines protégées

CAR/SPAW : centre d'activité régional chargé de la protection des espèces et aires spécialement protégées